

Le Front populaire en Ille-et-Vilaine

vu à travers *L'Aurore*, hebdomadaire socialiste, et *L'Ouest-Eclair*, quotidien conservateur.

par Jean-Pierre Leborgne

On ne peut comprendre 1936 qu'à la lumière des années précédentes. Suite au krach de 1929, la crise économique et sociale sévit. Malgré la victoire du Cartel des gauches en 1932 (radicaux et socialistes), les radicaux rejettent les conditions posées par la Section Française de l'Internationale Socialiste (Sfio) pour sa participation au gouvernement. La majorité parlementaire est fragile et la France connaît une instabilité gouvernementale : pas moins de six gouvernements se succèdent entre mai 1932 et février 1934. L'anti-parlementarisme est alimenté par des scandales politico-financiers ; l'affaire Stavisky éclate en janvier 1934.

Le 6 février 1934

Le 6 février 1934, le jour même de l'investiture de Daladier en tant que président du Conseil, les ligues d'extrême droite et des associations d'anciens combattants appellent à manifester devant la Chambre des députés. Des mouvements extrémistes entendent prendre le palais Bourbon. La manifestation dégénère en émeute. Des autobus sont incendiés. Les policiers sont harcelés et subissent des tirs d'émeutiers. Les forces de l'ordre ouvrent le feu.

Face au danger fasciste et pour défendre la République, les organisations de gauche se mobilisent et décident une grève générale le 12 février. Depuis la scission de 1920, socialistes

et communistes n'ont pas surmonté leurs affrontements politiques et idéologiques. Cgt et Sfio d'un côté, Cgt-U et Pcf de l'autre, appellent à des manifestations séparées. Mais, les cortèges vont se mêler à l'initiative de la base. A Fougères, *L'Ouest-Eclair* rapporte le lendemain : « *Les couleurs un peu passées des drapeaux des syndicats confédérés [Cgt] fraternisaient avec le rouge tout frais du fanion des unitaires [Cgt-U]* ». On compte 2 500 manifestants à Fougères (20 432 habitants), 700 à Saint-Malo défilant derrière la pancarte « *A bas le fascisme et la dictature. Tout pour la paix* ». A Rennes (98 538 habitants), le quotidien en dénombre également 1 500, rejoints « *par une centaine de manifestants du groupe unitaire* ». *L'Ouest-Eclair* recense 700 grévistes sur 1 080 ouvriers à l'Arsenal, 130 instituteurs sur 160 ; le pourcentage le plus élevé est dans le bâtiment « *95% des ouvriers avaient déserté les chantiers* ». Même les cinémas restent portes closes !

Vers le rassemblement

Le chemin vers l'unité va prendre deux ans.

Le 1^{er} mai 1934, la Cgt réunit 250 Rennais à la Maison du Peuple, tandis que la Cgt-U rassemble « *une centaine d'auditeurs dans une salle du palais Saint-Georges* ». L'année suivante, une seule réunion, à l'initiative de la Cgt, se tient à la Maison du Peuple, à l'issue de laquelle est votée une motion

« *pour la lutte contre la déflation, pour la semaine de quarante heures, pour la lutte contre le régime capitaliste, pour une politique de grands travaux publics, contre la loi des deux ans (service militaire), contre le chômage, contre le fascisme* ».

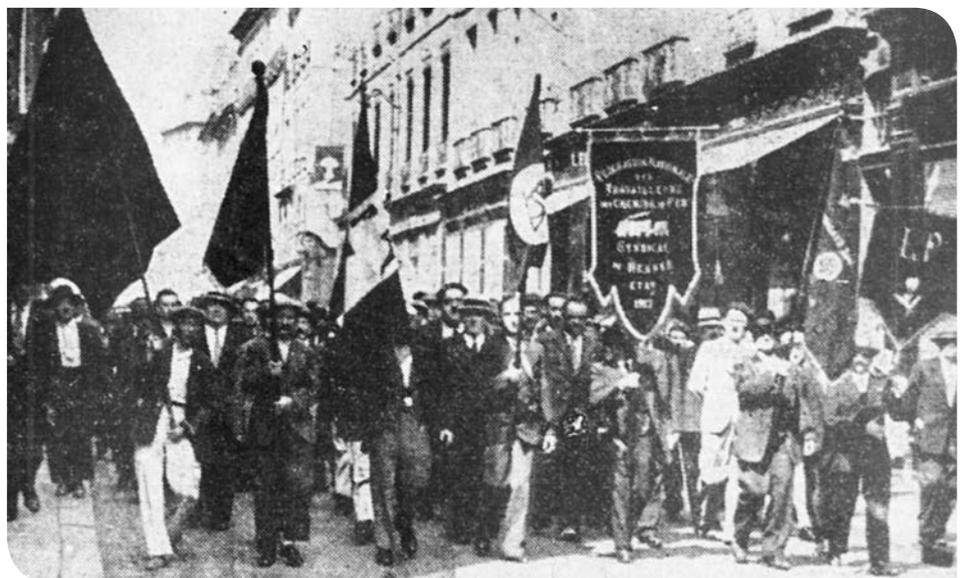
La Sfio et le Pcf signent un pacte d'unité d'action le 27 juillet 1934. Fin août, les deux fédérations d'Ille-et-Vilaine annoncent leur intention de l'appliquer. S'en suit la création de comités antifascistes à Rennes, Fougères et Saint-Malo. Celui de Rennes confie le secrétariat adjoint à Alexis Le Strat, adhérent Sfio depuis 1927.

Les radicaux-socialistes en Ille-et-Vilaine sont divisés sur la question de leur alliance avec la droite ou avec les socialistes, notamment à Rennes.

Aux élections municipales des 5 et 12 mai 1935, quatre listes se présentent à Rennes. Les candidats du parti Radical-socialiste figurent sur deux listes : l'Union des gauches, animée par Eugène Quessot (Sfio) et la liste de Concentration républicaine avec Jean Lemaistre (droite). Les communistes présentent une liste complète de 36 candidats. Neuf indépendants se retrouvent sur une liste incomplète. Le mode de scrutin permet le panachage. *L'Ouest-Eclair* multiplie ses critiques à l'encontre de l'Union des gauches. Dans son édition du 2 mai, le quotidien appelle expressément les électeurs rennais à « *courageusement accorder en confiance leurs suffrages à la liste* ».



L'Ouest-Eclair du 13 février 1934



Défilé du Front populaire, rue Nationale à Rennes. Photo *L'Ouest-Eclair* du 15 juillet 1935

de concentration républicaine ». Les socialistes et la gauche sont soumis à rude épreuve face à cette presse qui exprime, à Janzé, son soutien à une « liste d'union nationale, dont le sympathique conseiller d'arrondissement, conseiller sortant, a pris la tête ». Au soir du premier tour, près de 700 voix séparent les candidats rennais de la droite de ceux de la gauche. La Sflo peut-elle espérer capter le millier de voix recueillies par Emile Drouillas (Pcf)? Les reports s'avèrent médiocres. Au soir du second tour, seuls 24 Rennais — les femmes ne disposent pas encore du droit de vote ! — vont permettre à Eugène Quessot d'être élu ; il sera le seul de sa liste.

A l'instar de la manifestation unitaire parisienne, l'Ille-et-Vilaine prépare les fêtes du 14 juillet 1935 dans l'unité. A Rennes, près de 2 000 personnes assistent au meeting des Lices, organisé par le groupement des gauches « dit Front populaire » répondant au mot d'ordre : *A bas le fascisme !* Le journaliste de *L'Ouest-Eclair* préfère minorer la performance en soulignant que « le banquet — qui devait peupler les Lices — fut servi dans les salons Gaze. Il réunit 200 convives ». De telles réunions sont aussi organisées à Fougères (200 participants).

L'unité avance : les syndicats Cgt et Cgt-U fusionnent en décembre 1935.

Le Front populaire est scellé

Le jeudi 30 janvier 1936 se tient une réunion au Palais Saint-Georges à Rennes, au cours de laquelle est constitué le premier comité local du Front populaire d'Ille-et-Vilaine. Il réunit les délégués des organisations laïques, antifascistes, des anciens combattants, des libres penseurs, des ligueurs des Droits de l'Homme, des radicaux-socialistes, socialistes, communistes et des syndicalistes. La présidence est confiée à Alexis Le Strat, Sflo et Secrétaire départemental du Syndicat national des instituteurs. *L'Ouest-Eclair*, le quotidien local qui vient de fêter son 60 000^e abonné postal, n'en fait aucune mention.

L'Aurore, l'organe hebdomadaire de la Sflo d'Ille-et-Vilaine, et *Le Semeur*, journal du syndicat Cgt, en font la promotion car tous s'engagent à défendre « le programme officiel établi par le Comité national du Front populaire ».

D'autres comités vont se créer à Fougères, Saint-Malo, Dinard, Saint-Servan et Dol-de-Bretagne.

Vingt-deux ans après l'assassinat de Jaurès, le 13 février 1936, des Camelots du roi et des membres de l'Action française se ruent sur la voiture de Léon Blum et le rouent de coups. Cet attentat sous les cris de « *A mort Blum ! Blum au poteau !* » provoque l'indignation. Le gouvernement décide aussitôt la dissolution de ces ligues d'extrême droite.

Le matin du dimanche 16 février, près de 4 000 Rennais participent au meeting de protestation présidé par le socialiste Alexis Le Strat, à la Halle des Lices. Outre les organisations et personnalités citées en légende de la photo de tribune, vont également prendre la parole : M. Lemou du Parti Radical-socialiste, M. Pluet du Comité Amsterdam-Pleyel (mouvement pacifiste contre la guerre et le fascisme créé en 1933). Eugène Quessot rappelle dans son discours de clôture « *pourquoi les socialistes ont voté pour le ministère Sarraut. A ce dernier, nous avons l'autorité nécessaire pour*



« Je sais maintenant ce que veut dire le lynchage », écrira simplement Léon Blum.



De gauche à droite Brégaïnt (Union départementale des Syndicats), Olivrie (Sflo), Le Strat (Sflo) et Tannou (Ligue des Droits de l'Homme); deuxième plan : Godet (Jeune république), Laporte (Front populaire), Leroy (Pcf), Droinneau et Charriau (Union des étudiants).



16 février 1936 de 8 h 30 à 11 h 30, meeting de soutien à Léon Blum aux Lices. Photos *L'Ouest-Eclair* 17 février

prendre des mesures contre les factieux. Nous espérons que le gouvernement ira jusqu'au bout ». L'assistance souhaite que la dissolution soit étendue à toutes les ligues factieuses.

L'ancien député Sflo, Albert Aubry, écrit dans *L'Aurore* du 22 février :

« *Aujourd'hui ils tremblent parce que, las des provocations, le peuple pacifique et tolérant, pour qu'on le laisse discuter dans une démocratie libre, rugit et déclare : C'en est assez !*

Nous avons toujours dit : si tu veux la Paix, prépare la Paix.

Nos réactionnaires braillent : si tu veux la Paix, prépare la Guerre. Et ils la font leur guerre !

Sur ce terrain-là, malgré notre ré-

pugnance, nous les battons où et quand ils voudront ! »

Les élections législatives

Lors de son congrès de janvier, la Sflo d'Ille-et-Vilaine, est déterminée à présenter des candidats dans les huit circonscriptions. Elle se heurte à des contraintes financières. Finalement, elle ne présente que cinq candidats aux législatives des 26 avril et 3 mai :

- Albert Aubry, élu député de 1919 à 1924, 1^{ère} circonscription de Rennes (Nord) ;
- Eugène Quessot, conseiller général, 2^e circonscription de Rennes (Sud) ;
- Jacques Gonnou, avocat, 1^{ère} circonscription de Saint-Malo ;
- F. Jézéquel, instituteur, 2^e circonscription de Saint-Malo ;

— Emile Helleux, employé du commerce, vice-président du Conseil des Prud'hommes, circonscription de Fougères.

Deux autres candidats sont annoncés socialistes par la presse quotidienne :

— Coleu, circonscription de Vitré ;
— Henri Delannoy, employé du Chemin de fer de l'Etat sur la circonscription de Redon.

La Sfo est absente à Montfort-sur-Meu.

La Fédération lance une souscription auprès de ses militants et de ses sympathisants via son journal, qui publie

trois camarades, 3, 2 et 1 fr.	144 »
Liste Bougel. — Bougel 25 ; Martin Henri 20 ; Guillard 10 ; Golivel, 6 ; Dausais, Ponbanne, Leguenes, Simon, Jamois, Giquel (chacun 5 fr., les autres camarades, 3, 2, 1 et 0,50)	166 50 »
Liste Franchotiau. — Tessandier 10 ; Franchotiau 20 ; Mangan 10 ; Le Treust J., 10 ; Pézier 10 ; Mahé L., 10 ; Houdebin 10 ; Simon M., 10 ; Gaigneux 10 ; Abraham 10 ; Prévère 10 ; Comard, Ervé, Joannic, anonyme, David, Grinhec, Fadier Bougot, Choismet, Lelandais, Dumoulin, Louyet, Coignard, Joly, Bonnier, Neveu, Noël, Perrault, Douard, Le Bot, Huchet, Potel, Lesné, Cloquet, Barillet, Delannoy, Denis, Bouvier, Renouf, chacun 5 fr., tous les autres camarades, 3, 2 et 1 fr.	297 »
Total.....	1.700 »

L'Aurore du 14 mars 1936

chaque semaine le montant des collectes et la liste des membres du comité de soutien. L'Aurore publie le texte d'une cheminote, veuve de guerre, qui a versé 20 francs « Je sollicite le droit de vote des femmes. Je demande à mes adversaires de ne plus s'obstiner... N'oubliez pas que la femme a, elle aussi, comme vous, des intérêts et des droits à acquérir. Exemple : travail égal, salaire égal ».

Il n'est pas facile d'être candidat Sfo en Ille-et-Vilaine. L'Ouest-Eclair soutient très nettement la droite conservatrice. L'édition du 30 mars 1936 nous en offre le plus bel exemple : la réunion tenue la veille par 1 500 Croix de feu donne lieu à un article sur 3 colonnes, illustré par 5 photos, tandis que le rassemblement de 1 000 personnes du Front populaire est couvert par 42 lignes et une photo. Il faut préciser que le meeting de gauche portait sur les deux thèmes suivants :

- pour le maintien de la paix à l'heure où le Reich remilitarise la Rhénanie ;
- la lutte contre le fascisme.

Les candidats conservateurs voient leurs réunions annoncées par le quotidien, qui rend compte de leurs discours. L'Ouest-Eclair du 5 avril ouvre le feu de la polémique électorale ainsi : « Dans la première circonscrip-

tion, on sait que notre excellent ami M. Etienne Pinault se représente aux prochaines élections. Il n'a contre lui qu'un seul candidat sérieux M. Aubry, percepteur, ardent socialiste qui fut déjà, sans succès, son adversaire à plusieurs reprises ». Le journaliste sait que le terme « percepteur » est connoté dans l'esprit des électeurs de droite. Les autres candidats socialistes voient leur fonction électorale énoncée, tel Eugène Quessot « conseiller général ».

Dans L'Aurore du 11 avril, Albert Aubry invite les électeurs à « déblayer le terrain ». L'ancien député socialiste, bête noire de la droite, doit répondre à la calomnie. « Je suis percepteur parce que mutilé [de guerre] et uniquement à ce titre en vertu de la loi sur les emplois réservés... sans avoir joui d'aucune faveur si minime fut-elle, et d'avoire été député ne m'a jamais été d'aucun appoint, bien au contraire... Le percepteur la tête de Turc, celui sur lequel la vindicte populaire retombe, alors qu'il n'établit aucun impôt ».



Albert Aubry

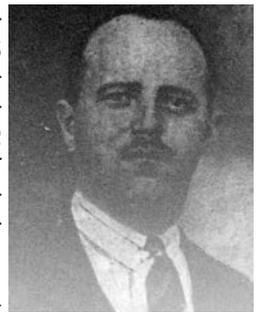


Eugène Quessot

Ils sont candidats « de tout cœur pour le Parti, pour un programme et des idées ». Eugène Quessot rappelle que « tous les travailleurs des champs ou de l'usine, du chantier ou du bureau ont droit à la vie et seule leur union les libérera des forces capitalistes et industrielles qui sont à la base de la crise économique dont seuls pâtissent les petits et les humbles pendant que les seigneurs de la terre, les magnats de l'industrie s'enrichissent ».

Les cinq candidats socialistes vont multiplier les réunions. La campagne d'Emile Helleux est lancée le dimanche 8 mars à Baillé. Le dimanche suivant, il se rend à 8 h 15 à Saint-Hilaire-des-Landes, à 11 heures à Saint-

Ouen-des-Alleux, à 14 heures à Saint-Christophe-de-Valains et termine sa journée par une réunion publique à Chauvigné à 16 heures.



Emile Helleux

Eugène Quessot est attendu dès 8 heures à Piré par « 150 auditeurs pour la plupart cultivateurs ». La question agricole est largement débattue. Il s'attache à démontrer que seules les solutions envisagées par le Parti Socialiste sont susceptibles de garantir les intérêts des agriculteurs et de répondre à la crise. « Nous avons senti qu'il y avait quelque chose de changé. Le monde paysan ne nous fuit plus. Il cherche à s'instruire et semble commencer à comprendre que ceux qui l'exploitent ne sont pas dans nos rangs », rend compte L'Aurore. A Janzé, 300 électeurs se pressent pour écouter le candidat Sfo de Rennes Sud.



F. Jézéquel, candidat sur Saint-Malo 2

Tous les moyens de transport sont requis pour arpenter le département : petit train, tramways, voitures — hippomobiles le plus souvent —, et vélo. Faute de moyens, on colle peu d'affiches, on distribue peu de tracts. On multiplie les réunions.

L'essentiel de la propagande passe par L'Aurore, ses abonnés faisant circuler l'hebdomadaire socialiste auprès de leurs voisins.

L'Ouest-Eclair ne cesse de louer chaque jour ses amis députés sortants et publier leurs professions de foi ou relater les potins de leurs campagnes, tel « l'accident d'auto de notre ami M. Etienne Pinault » (17/04/1936). Nul ligne au profit des autres partis, si ce n'est pour les assassiner. Il promeut « l'union de tous les républicains antimarxistes », l'un de ses éditorialistes, Octave Aubert, n'hésitant pas à dénoncer « la barbarie socialiste ». Le quotidien rennais appelle, dans son édition du dimanche 26 avril, jour du scrutin, à voter contre le Front populaire : « Quel est le Français loyal et

raisonnable, quel est l'homme de bon sens et d'honneur qui peut apporter son suffrage à une aussi abominable et dangereuse coalition ? »

Le dimanche soir 26 avril, la Sfiio enregistre les résultats suivants :

- Aubry (Rennes Nord) : 30,08 %
 - Quessot (Rennes Sud) : 27,22 %
 - Helleux (Fougères) : 9,93 %
 - Delannoy (Redon) : 0,60 %
 - Coleu (Vitré) : 8,35 %
 - Gonnon (Saint-Malo 1) : 38,82 %
 - Jezequel (Saint-Malo 2) : 17,18 %
- 40,87 % des Rennais accordent leur confiance aux socialistes dès le premier tour.

Au lendemain du premier tour où la SFIO recueille 21 447 voix (18,39% des inscrits), sur les sept candidats socialistes, seuls Albert Aubry et Eugène Quessot peuvent figurer au second tour sous la bannière du **Rassemblement Populaire**.

Le 1^{er} mai 1936

Le temps fort de la campagne du second tour est évidemment le meeting du 1^{er} mai. *L'Aurore* du 25 avril appelle à se réunir le vendredi 1^{er} mai, à la Maison du Peuple de Rennes, construite en 1925 rue Saint-Louis. Pour participer au défilé ou au meeting, il faut chômer, c'est-à-dire faire grève ! On recense ce jour-là 31% de chômeurs dans les services publics et 38% dans le privé. La CGT revendique un millier de participants au meeting, la police

en dénombrant 800 ! Les mots d'ordre proclamés :

- la paix,
- la lutte contre le fascisme,
- la semaine de 40 heures,
- le contrat collectif.

La CGT réunifiée, organisatrice du rassemblement autour de thèmes du Front populaire, a fait appel à un responsable national du syndicat pour promouvoir le Front populaire, en la personne de Pierre Neumeyer, contrôleur des douanes, responsable national du syndicat des fonctionnaires, encarté socialiste quasi à la naissance de la Sfiio. Une telle participation est synonyme d'espoir pour les deux circonscriptions rennaises, ce que *L'Aurore*, du samedi 2 mai, laisse augurer par ces quelques mots :

Le porte-drapeau du Parti Socialiste S. F. I. O., par son ardeur, sa sincérité, son passé et son éloquence, saura prouver à toutes les masses rurales et à tous les ouvriers des villes — et ceux-ci le comprendront — que leur devoir est de venir de plus en plus nombreux au Parti Socialiste et de nous donner une belle victoire.

Aubry, Quessot, for ever !



1^{er} mai 1936 - sortie du meeting tenu à la Maison du Peuple de Rennes — Photo L'Ouest-Eclair du 2 mai 1936

Première Circonscription de Rennes

ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin de Ballottage du 3 Mai 1936

REPUBLICAINS, SOYEZ FERMES !

Merci à tous ceux qui ont marqué sur ma personne et sur mon Parti leur attachement à la Paix et à la Liberté.
 Merci surtout aux électeurs ruraux, mal éclairés toujours, trompés souvent et dont l'intelligence et le bon sens ont su déjouer tous les traquenards.
 Les Partis adhérents au Front Populaire, les Maires républicains de la circonscription méritent confiance pour le deuxième tour.
 Il s'agit **uniquement** de battre la Réaction.

GAUCHE contre DROITE.

Rien de plus. Rien de moins.

D'un côté : LES CHOUANS. De l'autre : LES REPUBLICAINS DE TOUTES NUANCES.

Dans cette union des Gauches, dans cette union des vrais Républicains, deux buts à poursuivre :

La lutte pour la Paix d'abord. !
La lutte pour le Travail et le Pain ensuite !

Agriculteurs, petits Commerçants, Artisans, petits Industriels, Ouvriers de la terre et de l'usine, petits Fonctionnaires, tous ceux qui donneront à la collectivité les ressources de leur cerveau et de leurs muscles, tous ceux qui travaillent et n'ont qu'un désir : rendre leurs gosses moins malheureux ou plus heureux qu'eux-mêmes, tous, dis-je, voteront sans hésitation pour nous.

Du travail pour tous.
Avec le travail, le bien-être.
Avec le bien-être, la Liberté.
Et pour garantir la Liberté, la Paix !

Ruraux, vous avez magnifiquement marqué votre volonté d'affranchissement.
 Rennais, vous avez eu un élan superbe qu'il faudra compléter car trop des vôtres se sont désintéressés du scrutin.

TOUS AUX URNES. TOUS !

La Droite a fait son plein.
 Il vous reste, à vous, Républicains, le soin de lui prouver que vous êtes la majorité.

POUR LA VICTOIRE, EN AVANT !

Albert AUBRY,
 Ancien Député
 Candidat socialiste d'Union des Gauches
 et du Rassemblement Populaire.

C'est sans compter le rappel à l'ordre lancé par *L'Ouest-Eclair* auprès des électeurs la veille du deuxième tour : « Nous sommes assurés qu'ils rejetteront les propositions, même enrobées d'apparente douceur, des mauvais bergers socialistes, et que le soir du scrutin... nous applaudirons à la double victoire de MM. Pinault et Joly ».

Les résultats sont néanmoins encourageants :

- Aubry (Rennes Nord) : 46,07 %
 - Quessot (Rennes Sud) : 41,60 %
- Battus, ils devancent néanmoins la droite de 1 270 voix sur la partie rennaise. Rennes vote socialiste pour la première fois aux législatives, les deux candidats totalisant 53,37 % !

L'Ille-et-Vilaine est le seul département breton à ne pas avoir d'élu du Front populaire.

Le 4 mai, *L'Ouest-Eclair* invite les députés bretons « à faire un solide barrage contre les entreprises de haine,

de discorde et de démagogie du Front populaire ».

En mai, les négociations politiques

Sous la III^e République, la formation d'un gouvernement après des élections législatives prend du temps, d'autant plus que la mandature des députés élus en 1932 court jusqu'au début juin. C'est ainsi que Léon Blum va occuper tout le mois de mai à recevoir et négocier avec toutes les composantes du Front populaire. Le Conseil des ministres est toujours présidé par Albert Sarraut jusqu'au 4 juin 1936.

Le dimanche 24 mai, le congrès fédéral de la Sfiu d'Ille-et-Vilaine se déroule « dans le plus grand enthousiasme ». Le congrès fédéral vote une motion que seuls les militants du département comprennent : « la Fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine [souhaite] que les élus qui se sont écartés systématiquement du programme du rassemblement populaire [pendant la campagne électorale]... ne puissent entrer ni dans les conseils du gouvernement de demain, ni dans les rouages dirigeants ayant pour mission de faire aboutir le programme ». La personnalité d'Ille-et-Vilaine visée : Guy La Chambre, ancien secrétaire d'Etat à la Guerre, député indépendant de gauche de Saint-Malo depuis 1928, qui deviendra ministre de l'Air en janvier 1938.

Olivrie, secrétaire de la section rennaise, est élu délégué au congrès national. Porteur de 12 mandats au congrès national (contre 1 mandat obtenu en Ille-et-Vilaine par la motion Ziromski), il soutient la motion Paul Faure sur la situation politique. Olivrie entendra, à la tribune du congrès national du 30 mai au 2 juin, Léon Blum prononcer : « Notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter [le] programme » du Front populaire.

Le 25 mai, des grèves éclatent dans des firmes industrielles de la région parisienne. *L'Ouest-Eclair* du 26 mai souligne l'occupation des ateliers la nuit !

A Rennes, le mardi 26 mai à 18 h 30, près de 500 ouvriers du bâtiment assistent à une réunion de la Cgt à la Maison du Peuple. Chéreau, responsable

départemental du syndicat, explique pour quelles raisons « la Cgt n'avait pas voulu que ses membres fassent partie du prochain ministère ». Néanmoins, tous s'accordent à soutenir un gouvernement de Front populaire. Tous les orateurs invitent les salariés « à prendre part au rassemblement populaire du 14 juin ».

Les grèves se multiplient en France, aucune n'est recensée à Rennes. Le 4 juin, Léon Blum forme son gouvernement. Le 6 juin, il présente à la Chambre des députés son ministère. Guy La Chambre est le seul député d'Ille-et-Vilaine à voter la confiance au gouvernement du Front populaire. Le nouveau président du Conseil négocie avec le patronat et la Cgt.

Les grèves de juin

Le jour même où sont signés les accords Matignon, le lundi 8 juin, les granitiers de Louvigné-du-Désert se mettent en grève et élaborent un programme commun de revendications.

Le lendemain, 80 ouvriers des Tréfileries de l'Ouest occupent tout l'après-midi leur atelier de Bruz. L'occupation continue jusqu'à l'accord conclu avec le patron le mercredi 10 juin. Dans son édition du 11 juin, *L'Ouest-Eclair* s'inquiète :



A Fougères, le même jour, Joseph Fournier, le secrétaire de la Cgt, annonce son espoir d'aboutir dans les négociations avec le patronat pour « éviter l'arrêt du travail ». A Rennes, Ernest Chéreau, secrétaire général de l'Union départementale Cgt entend entamer la discussion avec les patrons. La Maison du Peuple accueille, les soirs qui suivent, les réunions des syndicats du bâtiment, des employés du commerce, des bureaux, des banques...

S'ils ont tardé à se mettre en grève, les salariés brétiliens entendent faire appliquer les accords Matignon. Les 23 ouvriers du fabricant rennais de persiennes, Le Bihan, déclenchent la

grève le matin du 15 juin, négocient un accord dans l'après-midi et reprennent le travail le lendemain.

A Redon, les ouvriers de la scierie Cahour occupent l'usine jour et nuit, en attendant que débutent les pourparlers. Dans d'autres entreprises, le patron évite tout durcissement, tel M. Garnier « qui s'entretint, selon le journaliste de *L'Ouest-Eclair*, amicalement avec ses compagnons »

Ce même lundi 15 juin, 300 dockers charbonniers cessent le travail sur le port de Saint-Malo.

Le mardi 16 juin, les grévistes de Louvigné-du-Désert refusent un premier accord ; ils déposent au sous-préfet de Fougères leurs nouvelles revendications et lui demandent de présider la commission arbitrale.



Partie de cartes dans l'atelier Strauss. Photo *L'Ouest-Eclair* du 18 juin 1936

Le mercredi 17 juin, le mouvement gréviste s'étend à Rennes. La chemiserie Strauss et la bonneterie Moreau sont occupées par les ouvrières. L'inspecteur du Travail Lallemand se rend sur tous les fronts. 600 employés du



Piquet de grève aux Tréfileries de Bruz. Photo *L'Ouest-Eclair* du 11 juin 1936

commerce et employés de bureau se rassemblent à la Maison du Peuple et prennent l'engagement de se mettre en grève.



Piquet de grève devant les Magasins Modernes.
Photo L'Ouest-Eclair du 19 juin 1936

L'Aurore du 21 juin salue « la classe ouvrière rennaise [qui] suit le mouvement des autres villes. Plusieurs grèves [dans la métallurgie] existent dont le nombre va en augmentant ». C'est le cas d'établissements où le personnel féminin est majoritaire : Magasins Modernes, Nouvelles Galeries, Prisunic. « Parmi les grèves en cours, il en est une d'une grande importance, c'est celle de l'Economique. Las des brimades et de salaires de famine, le personnel [a décidé], dans une réunion à la Maison du Peuple, la constitution d'un syndicat, l'élaboration d'un cahier de revendications et la nomination de délégués ». Les socialistes invitent ces « camarades du commerce à ne pas avoir peur de se serrer contre les cottes bleues, ils auront en eux de sincères amis et défenseurs ».

A Fougères, le jeudi 18 juin, pour éviter toute grève, la chambre patronale de la chaussure passe un accord avec les délégués syndicaux sur la base des accords Matignon.

Les communes rurales sont elles aussi touchées par le mouvement gréviste : les carrières de la Maladrière à Gennez-sur-Seiche, celles de

L'inspecteur du travail, M. Lallemand, qui a présidé la négociation des accords des magasins.
Photo L'Ouest-Eclair du 27 juin 1936



Maleroche à Bourg-des-Comptes, les terrassiers du service d'eau de Combourg, les ouvriers du bâtiment à Dinard.



A Vitré, le 1^{er} juillet, la délégation ouvrière obtient satisfaction auprès des patrons des établissements de la chaussure, Noël et Maryvonne : congés payés, contrat collectif, 40 heures, réajustement des salaires. Leurs collègues de la Maison Girou-Picard essuient un refus. La solidarité ouvrière joue immédiatement. Les trois usines se mettent en grève. Un accord est conclu le lendemain sous l'impulsion du secrétaire général de la préfecture, venu présider la réunion paritaire.



Délégués du bâtiment sortant de la mairie de Vitré.
Photo L'Ouest-Eclair du 3 juillet 1936

Les grèves vont s'éteindre début juillet, une commission départementale de conciliation pour régler les conflits du travail étant constituée à la préfecture avant la fête nationale.



Ronde aux Papeteries de Bretagne.
Photo L'Ouest-Eclair du 22 juin 1936

Le 14 juillet est célébré par les travailleurs, sous les auspices du Front populaire. A Fougères, par exemple, les syndicats organisent une fête champêtre.

Jean-Pierre LEBORGNE

Focus sur le 14 juin 1936 : rassemblements populaires

Fougères lance les festivités du Front populaire le samedi 13 juin à 16 heures par un meeting sous les halles suivi d'un défilé.



Fougères, bd Jean-Jaurès. L'Ouest-Eclair du 14 juin.

A Rennes, le dimanche 14 juin, près de 5 000 manifestants se donnent rendez-vous place Sainte-Anne. L'Aurore du 21 juin décrit ce défilé « **impressionnant et impeccable** [qui] **fit sur la population la plus profonde impression** ». « **Derrière les bannières syndicales, drapeau de la Jeune République, les anciens combattants républicains, se rangent les représentants des organisations appartenant au Comité local de Rassemblement populaire.** » Aux Lices, Chéreau (Cgt), Quessot (Sfio), Laporte (Pc), Primel (Union fédérale des Etudiants) et Le Strat (Comité local) se succèdent à la tribune pour célébrer la victoire. Eugène Quessot attire l'attention de tous : « **Le gouvernement de Front populaire n'a pas entre les mains la baguette magique qui pourrait lui permettre de changer, en quelques jours la situation. Il faut se méfier de ceux qui murmurent à l'oreille des ouvriers : maintenant que vous avez un gouvernement, vous pouvez obtenir tout ce que vous voudrez** ». Les participants clament « **leur foi et leur espérance dans la réussite de l'expérience en cours que préside l'éminent chef Léon Blum, et qui nécessite plus que jamais l'union de tous les travailleurs** » et votent la déclaration du Comité national du Front Populaire. A l'issue de cette manifestation, 350 militants socialistes participent au vin d'honneur organisé par la section rennaise SFIO, pour remercier les candidats Albert Aubry et Eugène Quessot.

Les Malouins organisent également un défilé qui aboutit place du Guesclin.



Aux Lices et place Sainte-Anne.
L'Ouest-Eclair du 15 juin.

